

s'attribuer le mérite. Même le chef de l'opposition, dont je ne partage pas toujours l'avis, a certainement à son crédit des réalisations dans le domaine de l'étatisation. Le Gouvernement a pleinement réussi dans l'entreprise étatisée comme les chemins de fer Nationaux du Canada, la société Air-Canada, la société Polymer et ainsi de suite. A mon avis, c'est grâce au ministre du Commerce plus qu'à tout autre dans cette enceinte ou dans le pays. Il n'est guère nécessaire de mentionner les cécéfistes. Ce parti a parfois réussi, et parfois échoué, dans le domaine de l'entreprise étatisée en Saskatchewan. Quant au Crédit social, qui est, je crois, au Canada, le parti le moins enclin à accepter le principe de la propriété publique par l'entremise du gouvernement de la Colombie-Britannique, il a fait passer, non sans succès la direction du *Pacific Great Eastern Railway* aux mains de l'État. On peut donc dire que, lorsque la tâche à accomplir se prête à l'entreprise publique, nous sommes tous pour le projet.

Or, si le gouvernement fédéral peut s'attribuer un mérite, c'est bien celui d'avoir su choisir, pour chaque tâche, le genre d'entreprise qui paraissait la plus apte à s'en acquitter.

J'estime, pour des raisons évidentes, que nous ne devrions pas nous avancer maintenant dans la voie menant à l'entreprise publique. La plus évidente de ces raisons, c'est je crois,—comme l'admettra, d'ailleurs chaque personne douée de sens commun,—que cela prendrait des années. Afin d'aménager un pipe-line, sans tenir compte du reste, il faut des tuyaux. Si nous devons abandonner la société *Trans-Canada* pour donner suite à un projet d'étatisation qu'on n'a pas encore énoncé, le Gouvernement du Canada devrait immédiatement résoudre le problème de l'acquisition du tuyau nécessaire pour aménager le pipe-line. Je ne doute pas que d'ici un, peut-être deux ans, il puisse obtenir la quantité indispensable de tuyau; mais rien ne nous assure qu'il pourrait l'obtenir avant 1957 ou 1958. A mon avis, il y a grandement lieu de douter qu'il soit possible d'achever un pipe-line étatisé en moins de deux ans après qu'il aura été possible à l'entreprise privée d'en aménager un.

La seconde raison pour laquelle, à mon avis, nous ne devrions pas entreprendre actuellement l'aménagement d'un pipe-line étatisé, c'est qu'il en résulterait des notes de gaz considérablement plus élevées pour les usagers de Toronto, de Montréal, d'Ottawa et de tous les autres villes du Canada central. Si je traite ce sujet particulier, c'est que je m'y connais en notes de gaz. A Vancouver, je me sers d'un calorifère à gaz depuis 1942. Il nous faut, évidemment, fabri-

quer notre gaz. Cet hiver, un certain mois ma note s'est élevée à \$38.18. Je dirai que nous avons eu à Vancouver un hiver rigoureux. La note suivante a été de \$35.08. La semaine dernière, on m'a avisé qu'à la suite de l'arrivée en Colombie-Britannique du pipe-line à gaz naturel, mes notes de chauffage seraient réduites de 52 p. 100. Je vois sourire le chef de l'opposition. Je suis certain qu'il pense que ce gaz arrive à Vancouver grâce à l'entreprise d'un monsieur répondant au nom de Frank McMahan. Qu'on me permette de signaler que, dans ce cas particulier, le projet aurait été entièrement impossible à réaliser, si on n'avait pas vendu aux États-Unis la plus grande partie du gaz. A mes amis d'en face qui vivent dans l'abstrait, qui semblent avoir pour mot d'ordre le socialisme ou la banqueroute, l'entreprise d'État à tout prix et toujours, que ce soit avisé ou non, que cela ait du bon sens ou non, je dirai qu'il serait très difficile que soit rentable la *Trans-Canada Pipe Lines*, si elle était entièrement étatisée. Comment le Gouvernement du Canada va-t-il...

**M. Fulton:** Comment va-t-il le Gouvernement du Canada?

**M. Philpott:** ... posons-nous une question bien concrète, vendre une forte quantité de gaz... Le député de Kamloops aime à faire de l'obstruction, mais il a maintenant fini.

Comment le Gouvernement du Canada, qui aurait à vendre de fortes quantités de notre gaz naturel aux États-Unis pour être en mesure de desservir l'Est de notre pays à un prix raisonnable, s'y prendra-t-il pour vendre du gaz aux États-Unis? Nos amis d'en face s'imaginent-ils que le Gouvernement du Canada se présenterait en quémendeur et dirait: "Vous plaît-il, Oncle Sam, d'acheter de notre gaz?" Qu'on est donc ridicule!

Ainsi donc, il n'y a pas lieu de recourir maintenant au programme incertain de la propriété d'État sans avoir étudié tous les autres moyens. Une entreprise d'État ne serait pas en excellente posture pour vendre du gaz et si le gaz n'était pas vendu, le consommateur canadien devrait effectivement payer plus cher.

Que dire maintenant de cette étrange association, de l'autre aile de cette étrange association? Quand, la semaine dernière, j'ai vu les débuts de cette étrange alliance, formée avant tout à des fins d'obstruction, ma pensée s'est reportée à l'année 1932. Nous avons entendu parler, aujourd'hui, de la clôture imposée ici en 1932 et qui a soulevé de vives protestations. Je me rappelle un autre pays où l'extrême droite s'est alliée à l'extrême gauche: la Prusse. Recourant à des tactiques à peu près semblables à celles qu'ont employées ici, la semaine dernière, deux